

LA SOLIDARITÉ RÉVOLUTIONNAIRE

ORGANE SOCIALISTE HEBDOMADAIRE.

Pas de droits
Sans devoirs.

AN-ARCHIE—COLLECTIVISME—MATÉRIALISME.

Pas de devoirs
Sans droits.

ABONNEMENTS.			
FRANCE	un an 10 francs.	6 mois 5 fr.	50
ESPAGNE	id. 20 réaux	id. 11 réaux.	
ÉTRANGER	id. id. (port en sus)	id. id. (p. e. s.)	

PRIX DU NUMÉRO

Un demi réal.

ABONNEMENTS.			
FRANCE	3 mois 3 francs.	1 mois 1 franc.	
ESPAGNE	id. 6 réaux.	id. 2 réaux.	
ÉTRANGER	id. id. (port en sus)	id. id. (p. e. s.)	

Les abonnements partent du 1^{er} et du 15 de chaque mois; les manuscrits ne sont pas rendus.

Barcelone le 1^{er} Septembre 1873.

LA SITUATION.

Depuis assez longtemps le prolétariat cherchait sa voie; au milieu des partis politiques en lutte qui pour vaincre ménétaient son appui le mensonge à la bouche, entouré de théoriciens et d'idéologues qui faisaient jaillir de leurs cerveaux. Des systèmes sociaux qu'ils proposaient comme une panacée universelle il ne savait où tourner ses regards, à qui accorder l'appui de ses efforts et de son énergie. Son bon sens lui suffisait bien pour comprendre ce qu'il y avait de peu pratique dans les doctrines des sociologues, mais moins bien inspiré il se laissa trainer à la remorque des hommes de parti. Alors, les massacres d'ouvriers commencèrent; la monarchie orléaniste tua à Paris, à Lyon, à Mulhouse, à St Etienne; la bourgeoisie républicaine commença les assassinats de Rouen et l'hécatombe de Juin. Il fut démontré jusqu'à l'évidence que le prolétariat ne pouvait compter sur aucun des partis en lutte. Que du côté des pouvoirs on le regardait comme *chair à canon*, du côté de l'opposition comme *chair à mitraille* et comme *chair à machine* des deux côtés à la fois. Il ne comptait plus que sur lui-même. Le *sauvons-nous, nous mêmes*, retentit partout dans la mine, dans l'atelier, dans la fabrique et dans l'usine. Dès ce moment au moins en principe l'Association Internationale fut fondée. Pour quelle le devint en réalité il ne manquait plus qu'une occasion, elle se présenta bientôt.

Le 28 Septembre 1864 un meeting qui avait pour but une manifestation en faveur de la Pologne réunit des ouvriers de différents pays. Les statuts généraux de notre association furent rédigés et le prolétariat entra dès ce moment dans la phase politique de son existence. Les Congrès se succédèrent, le congrès de Genève fut suivi de ceux de Lausanne et de Bruxelles. Alors l'association présenta des germes de division sur lesquels nous avons à appuyer.

L'Internationale n'avait pas de doctrine uniforme, toutes les écoles socialistes jusqu'alors respectées par le principe d'autonomie existaient dans son sein. Un seul parti, le parti autoritaire menaçait son existence et n'attendait que le moment favorable pour s'emparer de ce puissant levier. A la faveur de la guerre franco-prussienne, le congrès général annuel fut remplacé par une conférence qui eut lieu à Londres et où les pouvoirs du Conseil Général furent considérablement augmentés. Ces mesures avaient besoin pour s'imposer d'être ratifiées par un congrès véritable; on préposa celui de La Haye. Pour assurer la victoire on ne recule devant aucun moyen, on trompe l'élément blanquiste qui se voyant joué par le grand chef de l'Internationale a du ces derniers temps se retirer de l'association; on employa des hommes comme Dentragnies qui avait reçu une double mission, l'une de Londres, qui était d'organiser, une de la préfecture de Toulouse, qui était de vendre ou de livrer aux tribunaux l'organisation une fois formée. L'empire même ne nous avait pas habitués aux manœuvres et aux intrigues dont on osa se servir. Enfin, une majorité fictive fut obtenue, et la minorité dut se retirer en protestant et se réunir en un second Congrès qui porte dans l'histoire le nom de Congrès de St. Imier.

Aujourd'hui nous en sommes là. Le Congrès autonome va avoir lieu, et nous espérons que débarrassée de l'élément autoritaire l'Internationale pourra librement suivre sa voie.

LA PROPRIÉTÉ. (Suite.)

III. LA PROPRIÉTÉ COLLECTIVE.

Tous les sophistes qui ont écrit des apologies du monopole-propiétaire partent de ce principe: *le produit appartient au producteur*. Ce principe nous l'acceptons, s'il est compris dans toute sa rigueur et appliqué dans toute sa logique, c'est lui qui conduit

à la constitution de la Propriété Collective. Nous rappelant ensuite que le corps social est le troisième terme de la série des corps organisés, nous rechercherons s'il n'y a pas dans la science de êtres vivants quelque analogie qui viennent donner appui à notre manière de penser.

Puisque le produit est au producteur, à qui doit appartenir le sol réceptacle commun de toute matière première? à l'individu? Non, il ne l'a pas créé. A la société? Pas davantage, puisqu'elle ne l'a pas produit. A qui donc? A la *nature productrice* qui le laisse à la disposition de l'humanité toute entière. Donc, Collectivité à travers les générations du sol et des-matières premières qu'il contient.

Quel sera le possesseur légitime des instruments de travail? En vertu du même principe, ce ne sera ni l'individu, ni la société privé à un moment donné de son existence, mais bien l'humanité toute entière dont l'expérience et les efforts ont été indispensables pour les inventer et les améliorer péniblement, d'âge en âge, peu à peu. Conclusion: Collectivité à travers les générations des instruments de Travail.

Seul, le produit du travail individuel doit appartenir à l'individu. Encore avons nous à propos de cette expression, *travail individuel*, une réserve à formuler. Le travail de l'homme a presque généralement un caractère collectif. La matière première, les instruments de travail, nous l'avons dit doivent retourner à la collectivité sociale; mais qui donc oserait nier que les procédés de transformation, les moyens que l'apprentissage enseigne, l'intelligence du travailleur, son éducation et jusqu'à ses forces ne sont pas le bienfait de la vie collective? Une seule chose pour nous peut constituer le travail individuel c'est la mise en œuvre du travailleur, cette action qu'il peut refuser ou accepter, qu'on n'est pas libre de lui imposer à moins que l'on ne soit autoritaire et qui le met à même d'utiliser les armes qu'il a reçues de la civilisation. Il est bien entendu que de même que nous désirons que la matière première et les instruments de travail soient à la disposition de l'individu, nous pensons qu'il faut par l'instruction intégrale qu'il soit mis à même de s'élever à la connaissance des secrets du métier et des vérités scientifiques élaborer par les générations passées.

Notre idée peut donc être présentée sous la forme synthétique suivante:

Collectivité de la matière première, des instruments de travail et des connaissances acquises; appropriation par l'individu du produit de son travail individuel.

Puisque le sol appartient à toutes les générations, il est impossible de reconnaître à un seul ou à plusieurs hommes le droit d'exclure de sa possession tous les autres, de créer aux dépens de tous un monopole, de faire acte d'accaparement. Le sol doit rester éternellement inaliénable, indivisible, et le prétendu *droit d'exclusion* n'est qu'un acte d'usurpation auquel ou a le devoir de s'opposer.

Par la même raison accorderons-nous à l'individu le droit de disposer comme il l'entend de la création de la nature? Sera-t-il libre de transformer une vigne en terre sans culture, de remplacer la fertilité par la stérilité? A tous les agriculteurs de détruire la récolte et d'affamer ainsi par caprice toute une

population? Ce droit nous le nions même pour la société. Ce sol, produit de la nature est destiné à la collectivité humaine, elle peut s'en servir, mais non seulement elle n'a pas le droit de le détruire, mais elle a aussi le devoir de le transmettre amélioré. Le *Droit de libre disposition* est un mensonge.

Ce que nous venons de dire pour le sol s'applique parfaitement aux instruments de travail.

Que le hasard ou un travail humain peuvent augmenter la valeur productive d'un point du territoire. Un alluvion formé aux dépens du lit d'une rivière, est un exemple du premier cas; le creusement d'un canal, la construction d'une voie ferrée, l'assainissement ou la vertilisation d'un terrain sont un exemple du second. A qui doit en revenir le produit? Ni à l'individu, ni à la société ou association qui exploite cette portion du sol. Ce surcroît de production doit être employé à une amélioration générale qui profite à toute l'humanité. Cela tue le *droit d'accession*.

Une question d'importance capitale est celle de la rente. Sous le règne de la Justice, il est impossible d'admettre que lorsque deux travailleurs dépensent le même temps, les mêmes efforts, la même liberté, les produits obtenus par l'un valent en qualité ou en quantité plus que ceux que l'autre recueille. C'est cependant ce qui arrive si la matière première, sol ou matériaux, si l'outillage renferment une différence de fertilité. La rente suivant Ricardó est le produit de la différence de fertilité de deux terres; on pourrait appeler aussi de ce nom le produit de la différence de deux outillages. Le *Droit de rente* doit donc revenir aussi à l'humanité, soit qu'on le destine à payer les frais généraux, soit qu'on le répartisse entre les producteurs.

Voilà donc supprimés quatre prétendus droits: la *libre disposition*, l'*exclusion*, l'*accession*, la *rente*. Que ces quatre choses disparaissent et la propriété individuelle s'évanouit.

Proudhon a cru trouver un moyen de constituer la propriété individuelle qui respecterait les principes que nous venons de poser et qu'il regarde aussi comme un procédé de liquidation sociale.

Voici le décret qu'il propose de rendre:

Tout paiement de loyer au fermage acquiert au locataire, fermier, métayer, une part proportionnelle dans la propriété.

Cette formule restitue au producteur le droit qu'il a sur le produit de son travail et que le communisme autoritaire propose injustement de lui ravir. Il donne à tous les hommes le droit d'accession et de libre disposition, en les rendant tous propriétaires. C'est justement en cela qu'il viole les droits des générations avenir. Ce n'est plus la propriété individuelle, c'est la propriété donnée à tous les hommes d'une époque, ce n'est pas encore la propriété collective de l'humanité.

Par sa théorie, Proudhon semble faire un pas du côté de la science. Son projet transforme en effet le *bail à loyer* en acte de commerce, assimile la propriété à un produit capable d'échange, détruit l'accumulation des produits, rétablit la circulation du sang social. Nul n'ignore que le sang est pour l'organisme la matière première transformée et qu'il ne peut sans danger pour l'existence s'accumuler en un

point donné. Au point de vue social, la propriété individuelle est une maladie de la société. Mais voici l'oubli que commettait Proudhon. Nul élément d'un corps organisé, social ou autre ne peut avoir à sa disposition pour la transformer la matière première. Celle-ci doit toujours être *extérieure* à l'organisme; elle n'entre en circulation que quand elle a déjà subi une transformation préalable. La matière première, *matériaux pour le travail social, aliments pour le travail physiologique*, doit rester PROPRIÉTÉ COLLECTIVE.

NOS AMIS DE LA PRESSE.

Sous ce titre nos amis de la presse nous publions les appréciations de nos collègues du journalisme, à propos du complot gouvernemental que l'on avait formé contre nous. Ce complot a échoué une première fois et depuis calmé par la réflexion ceux qui l'avaient formé n'ont pas osé le mettre à exécution. Nous ignorons ce que l'avenir nous réserve.

EL CONDENADO de Madrid.

Nous avons sous les yeux une lettre de Barcelone qui nous apprend les scandaleuses persécutions dont sont victimes quelques uns de nos compagnons d'origine française qui sont dans cette localité et plus spécialement les rédacteurs de la *Solidarité Révolutionnaire*. Deux ont été saisis sous prétexte de carlisme quoique l'on ait parfaitement vu que c'était là une infame calomnie, comme le prouvent des paroles prononcées par le gouverneur à une personne qui se portait garant du républicanisme de nos compagnons : « Je sais quels sont ces hommes et pourquoi nous les faisons arrêter; cette affaire nous concerne, le consul et moi; je n'ignore pas qu'ils ne sont pas carlistes, mais ce sont des *incendiarios* et des *pillards*, et je prendrai mes précautions pour qu'il ne puisse échapper un seul rédacteur de ce journal. »

Devant de telles infamies ne pas protester, ne pas se plaindre, ne pas crier justice, ne rien dire, mais s'en souvenir pour le jour où l'on pourra s'en venger.

LA FÉDÉRATION de Barcelone.—Nos compagnons de *La Solidarité Révolutionnaire* souffrent quelques persécutions.

Voilà peu de jours que furent pris deux citoyens français et emprisonnés sous le prétexte qu'ils étaient carlistes, mais véritablement par ce que l'on croyait qu'ils étaient rédacteurs du journal en question.

Ils ont été ensuite mis en liberté.

Le gouverneur civil de cette province et le consul français ne peuvent être entièrement étrangers à cette indignité politique; ils savent d'ailleurs *parfaitement* qu'ils ne sont pas carlistes, mais bien véritables républicains et socialistes-révolutionnaires.

Voilà un attentat contre lequel nous protestons énergiquement.

Nous sommes très-sensibles à ces témoignages de sympathies auxquels il faut le dire nous nous attendions; ils démontrent que cette parole *la Solidarité* que nous avons pris pour titre de notre journal n'est plus un *mot* aujourd'hui dans les rangs du prolétariat mais un *fait*.

Un nouvel organe socialiste vient de paraître à Genève. Il s'appelle *Le Travail*, et semble décidé à défendre les principes autonomistes. Nous lui souhaitons une longue vie, dans l'intérêt même de la cause que nous défendons.

CHRONIQUE DU TRAVAIL.

ESPAGNE.—Il nous est impossible de passer sous silence les infamies que commettent les bourgeois républicains espagnols, à l'endroit de notre association. Ces messieurs ne se contentent pas de faire une indigne propagande pour la dissoudre; satisfaits de l'emploi de la force qu'ils ont essayé à Jerez, San Lucar, et autres lieux, il leur prend envie de faire des arrestations sur les routes. C'est ainsi que sept de nos compagnons, chapeliers de la ville d'Ubeda ont été surpris sur la route de Raeza par cent quarante volontaires, on les a fouillés, minutieusement dépouillés de documents qu'ils portaient sur eux; ce n'est pas tout, les volontaires les laissèrent aller, mais à peine eurent-ils fait quelque pas qu'une décharge qui n'atteignit personne fut tirée contre eux. Ils ressaisirent quelques uns d'entre eux sous prétexte qu'ils faisaient partie de l'Internationale.

Le lendemain de cette arrestation, espérant par ce moyen en finir avec nous, des volontaires ont essayé d'assassiner le compagnon Amigó, secrétaire d'une section; l'alcalde de la ville a menacé d'expulsion un patron chapelier nommé Giménez, qui ne voulait pas renvoyer ses ouvriers.

En vue de protester contre ces persécutions infâmes, ces détresseurs, de grande route, ces tentatives nocturnes d'assassinats les ouvriers chapeliers espagnols ont décidé de suspendre l'ouvrage Ubeda.

A Loja on chasse nos frères comme des bêtes fauves. Les bourgeois dans leur sauvageries, demandent leur extermination, et les fonctionnaires du pouvoir font main basse sur leur correspondance qu'ils se permettent de lire publiquement. Doutera-t-on désormais de la sincérité des libertés bourgeoises.

D'un autre côté les encarcérations continuent; les prisons de Carmona, Cadix, San Lucar regorgent d'internationaux, et le château fort de Melilla (Afrique) s'emplit de déportés.

A Valence, deux poids et deux mesures. La bourgeoisie rend à la liberté ceux de ses enfants égarés qui ont proclamé l'insurrection cantonaliste, et emprisonne nos frères, qui plus courageux se sont sentis la force de la défendre.

A Séville, tous des journaux bourgeois demandent l'exécution des décrets prononcés par les conseils de guerre, qui, dignes émules de ceux de Versailles, ont condamné cinq des nôtres à la peine capitale. Si on ne leur accorde ces têtes, elle menace de retirer au pouvoir son appui.

Pour échapper aux vengeances bourgeoises que le gouvernement tolère, les ouvriers de Lebriga se sont vus forcés de détruire livres et registres.

Sur tous les points de la région, en un mot, une véritable croisade s'est ouverte. « Jamais, lisons-nous dans une correspondance aux temps odieux de Sagasta, notre association n'a été persécutée comme aujourd'hui par ces *cafres*, qu'on appelle de *bénévoles républicains*. »

Loin de nous rebuter ces persécutions, nous rendent fiers, et les fédérations envoient en grand nombre publiquement ou d'une manière privée leurs félicitations à leurs frères d'Alcoy, et se rendent solidaires de leur conduite.

LE CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION BARCELONAISE.

La fédération barcelonaise en vu des calomnies lancées contre divers de ses membres et contre son Conseil local, vient de tenir un congrès quia duré 12 jours commencé le dimanche 17 Août, s'est terminé le vendredi 29 de même mois, les sections représentées étaient au nombre de trente, divers sections s'étaient abstenus. Enfin après une longue discussion le congrès déclara nulles et non avenues les accusations lancées contre de sincères et loyaux compagnons, et quand aux calomnies dont on accablait le Conseil local, toutes les commissions nommées pour un travail collectif quelconque, ayant scrupuleusement rempli leur mandat le congrès approuva leur conduite.

Le congrès déclare également que le moyen le plus direct

d'arriver à notre prompt émanicipation et d'activer la propagande des décisions prises par les Congrès et conférence de la fédération espagnole, et pour plus de sécurité et éviter qu'à l'avenir les scènes qui viennent de se passer ne se renouvellent chaque section ne devra admettre dans son sein que ceux qui déclarent adhérer aux principes de l'International.

PORTUGAL.—Une correspondance envoyée de Lisbonne à la commission fédérale nous annonce la réorganisation des fédérations portugaises sur des bases révolutionnaires.

FRANCE.—Tandis qu'à Versailles les monarchistes se liguent pour hisser sur le trône Henry de Bourbon ; tandis que nos radicaux parcourent en provinces leur terrain électoral, le départ des troupes prussiennes a donné lieu dans le département de la Haute Savoie à des manifestations qui ne sont pas sans importance. A Sallanche et dans d'autres petites villes des réunions ont suivi le départ de l'armée d'occupation. On a crié *Vive la République !* et aussi *Vive la Commune !* On y décida que si la France continuait à conserver un gouvernement centralisateur et un régime monarchique, la Savoie demanderait son annexion à la Suisse. Que nos ennemis réfléchissent ! Ils ne peuvent rêssir à exterminer l'idée communaliste ; elle fait son chemin ; ce ne sont plus aujourd'hui des grandes cités, mais de petites villes de montagnes où l'idée démocratique n'avait pas encore parue que la leçon leur vient.

ITALIE. Le dimanche 10 Août a eu lieu dans une ferme de Pietro la Croce près Ancône, le 1^{er} congrès des sections des Marches et de l'Umbrie, dans le but de constituer la fédération de ces deux provinces.

Parmi les délégués présents se trouvaient ceux de Pérouse Ancône, Macerata, de Sassoferrato, des faubourgs de Fermo, de Montelparo, de Massagnano, de Botella, de Castignano, de Gesi et d'Osimo.

Ancône a été choisi comme siège de la commission de correspondance et Pérouse comme siège de celle de Propagande.

Nous apprenons également qu'à Bologne les ouvriers des manufactures de tabac qui s'étaient déclarés en grève, ont en à déplorer divers arrestation grâce à l'appui prêtés à la police par la bourgeoisie républicaine.

HOLLANDE.—On nous apprend que les menées de la bourgeoisie, ont réussi le Conseil fédéral a été obligé de se transférer d'Amsterdam à La Haye.

La nouvelle adresse est. A. Burgdorffer, Lige Zand, 7 à La Haye.—Hollande.

BELGIQUE.—Les 15 et 16 août a eu lieu à Anvers le 3^{ème} Congrès annuel de la fédération belge.

Parmi les propositions adoptées, nous remarquons la suivante : Le Congrès se déclare en dehors de tout parti politique, quelque soit ses tendances.

Puis relativement à la question : *Des impôts et services publics* ; Verricken s'étend longuement sur la question, et termine disant : « qu'il faut que la vie de l'homme soit garantie par la collectivité ; puis, qu'à son avis la responsabilité des services publics, chemins de fer, marine, etc., ne soit pas supporter par un seul homme ; mais bien par tous.

Relativement à la *grève générale* le Congrès a pri la décision qui suit. Toutes les fédérations et sections doivent travailler assidument à l'organisation d'une grève générale et abandonner les grèves partielles sauf en cas de l'égitime défense.

COSAS DE ESPAÑA.

Il serait assez difficile de définir la véritable situation de l'Espagne en ce moment, et on ne saurait mieux la caractériser qu'en se servant de cette expression figurée très employée dans ce pays dans de semblables circonstances : *Es un pastel.* (C'est un pâté.)

L'insurrection carliste, scandaleusement favorisée, malgré ses hypocrites et menteuses protestations de neutralité, parle gouvernement qui s'est placé sous la double protection du Sacré cœur de Jésus et du sabre, peu inquiétante et facile à dominer il y a à peine quelques mois, a pris maintenant des proportions alarmantes et qui troublent la digestion des républicains bourgeois. Pendant qu'ils mettent toute leur barbare activité à étouffer l'insurrection cantonaliste, ils laissent croître et augmenter les bandes dévastatrices de celui, qui la torche à la main, a le cynisme de s'appeler sans ironie le seul défenseur de l'ordre.

Pour vaincre le mouvement cantonaliste, dans le quel ils voyaient germer le socialisme, les républicains du pouvoir imitant le gouvernement Versaillais, envoyèrent contre les grandes villes insurgées l'artillerie de la flotte et ses officiers, à défaut d'autres. Et ceux-ci, sans distinction de couleur politique, se hâtèrent d'accueillir avec enthousiasme l'occasion de satisfaire leur haine sanguinaire contre le prolétariat, n'hésiterent pas à étrenner leurs nouveaux canons Krupp contre les travailleurs. Aujourd'hui, le même gouvernement, leur ordonne de lui rendre le même service contre les carlistes, l'artillerie de marine s'y refuse. Elle est créée pour combattre par mer dit elle et non par terre ; c'est maintenant quelle s'en aperçoit, c'est maintenant qu'elle se prend de scrupules. En réalité, entre les carlistes et les républicains elle hésite, Elle s'abstient pour le moment.

Entre le midi fédéraliste et autonomiste qui est vaincument non pacifié, d'après l'aveu du général Pavia, et le Nord carliste et absolutiste qui est en pleine insurrection, abandonné en partie par la force armée qui met de la résistance à l'exécution de ses ordres, le gouvernement de M. Salmeron, tourne ses yeux suppliants vers les monarchistes de toutes nuances à l'exclusion des carlistes, et leur demande leur appui. Sagasta va rentrer, et on parle de pestes importants qui seraient confiés comme gage de la nouvelle alliance aux ennemis d'hier, Alphonsins, Montpensieristes, Amadeïstes, progressistes et partisans de la monarchie abstraite, partisans du roi X comme s'appellent les radicaux. Mais les nouveaux venus que la république a conduits au ratelier, n'entendent guère de cette oreille, et commencent à crier. A la trahison ! M. Salmeron vacille sur son fauteuil, et toujours modeste M. Castelar déclare que s. on lui offre la présidence, il acceptera. Il promet d'être énergique contre la démagogie rouge contre la démagogie blanche.

Nous ne savons pas quel sera le genre d'énergie qu'il emploiera contre ce qu'il appelle la démagogie blanche. Mais ce que nous savons, c'est que cinq de nos compagnons de Séville sont condamnés à mort, par les Conseils de guerre de cette ville qui continuent à fonctionner, et nous craignons bien que la tête de ces courageux citoyens ne soit le prix du fauteuil de M. Castelar.

En attendant notre Association seule en face de ce puissant mouvement de décomposition bourgeoise se recueille et se réorganise. Surprise un moment déjà elle reprend malgré les persécutions sa vigueur, et épure ses rangs. Elle ne tardera pas à sortir de cette crise générale plus forte et menaçante que jamais. Des symptômes indiquent que nos principes font leur chemin, et cette semaine, s'il faut un exemple les Volontaires de Sagonte ont déposé leurs armes, parceque les propriétaires ne les ont pas prise. Le temps approche où les travailleurs éclairés sur leurs droits, refuseront enfin d'aller se faire massacrer pour assurer à leurs exploiters la jouissance paisible de leurs fruits de leur vol.

Au moment de mettre sous presse une dépêche nous apprend que le président de la république espagnole se propose de faire voter par la commission de permanence, comme cas urgent pour l'ordre et la tranquillité de la République : La suspension des garanties individuelles.

PÉDRO GASULL.

Barcelone: Imprimerie de Joseph Miret, rue Cortes, n. 289 et 291.